

L'expansion des communications pourrait permettre d'améliorer les relations entre les hommes, de réduire les inégalités, d'augmenter la coopération entre États, mais ce n'est pas ce qu'on constate. La mondialisation pourrait être positive pour les populations et la planète, mais les choix actuels ont plutôt entraîné des phénomènes d'appauvrissement et un pillage généralisé des ressources. Ainsi, le monde n'a jamais été aussi riche, mais n'a jamais été aussi injuste. Les richesses mondiales ont certes augmenté, mais l'écart entre les plus riches et les plus pauvres a été multiplié par 3 ces 30 dernières années. Certains se sont peut-être enrichis mais globalement, la pauvreté augmente dans les pays pauvres comme dans les pays riches. On ne peut certes tout imputer à la mondialisation. Les guerres, régimes politiques dictatoriaux, catastrophes naturelles sont responsables en bonne partie de l'appauvrissement des populations. Néanmoins, la mondialisation a des effets directs indéniables. Ainsi, la concurrence entre les travailleurs du monde entier, pousse les entreprises à payer toujours moins leurs employés, entraînant au Nord, notamment, une lente destruction des droits sociaux. Par ailleurs, beaucoup d'échanges internationaux non contrôlés tendent à fragiliser les économies locales. Du point de vue environnemental également, l'accroissement des transports est une catastrophe et contribue au réchauffement climatique. La surconsommation des ressources, les pollutions variées, le manque de respect des ressources naturelles rendent le phénomène plus grave. Aujourd'hui, les décisions majeures sont prises directement au niveau international, dans le cadre d'Institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International, et au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. Ces Institutions, qui ont pris une place centrale dans les orientations financières et économiques mondiales, sont de plus en plus critiquées pour les effets de leurs décisions mais aussi pour leur opacité et leur illégitimité, car les peuples ne sont pas associés aux décisions. La Banque Mondiale et le FMI, censés lutter contre la pauvreté, sont accusés d'aggraver la situation des pays pauvres en leur imposant des choix qui ne profitent pas à leurs populations.